

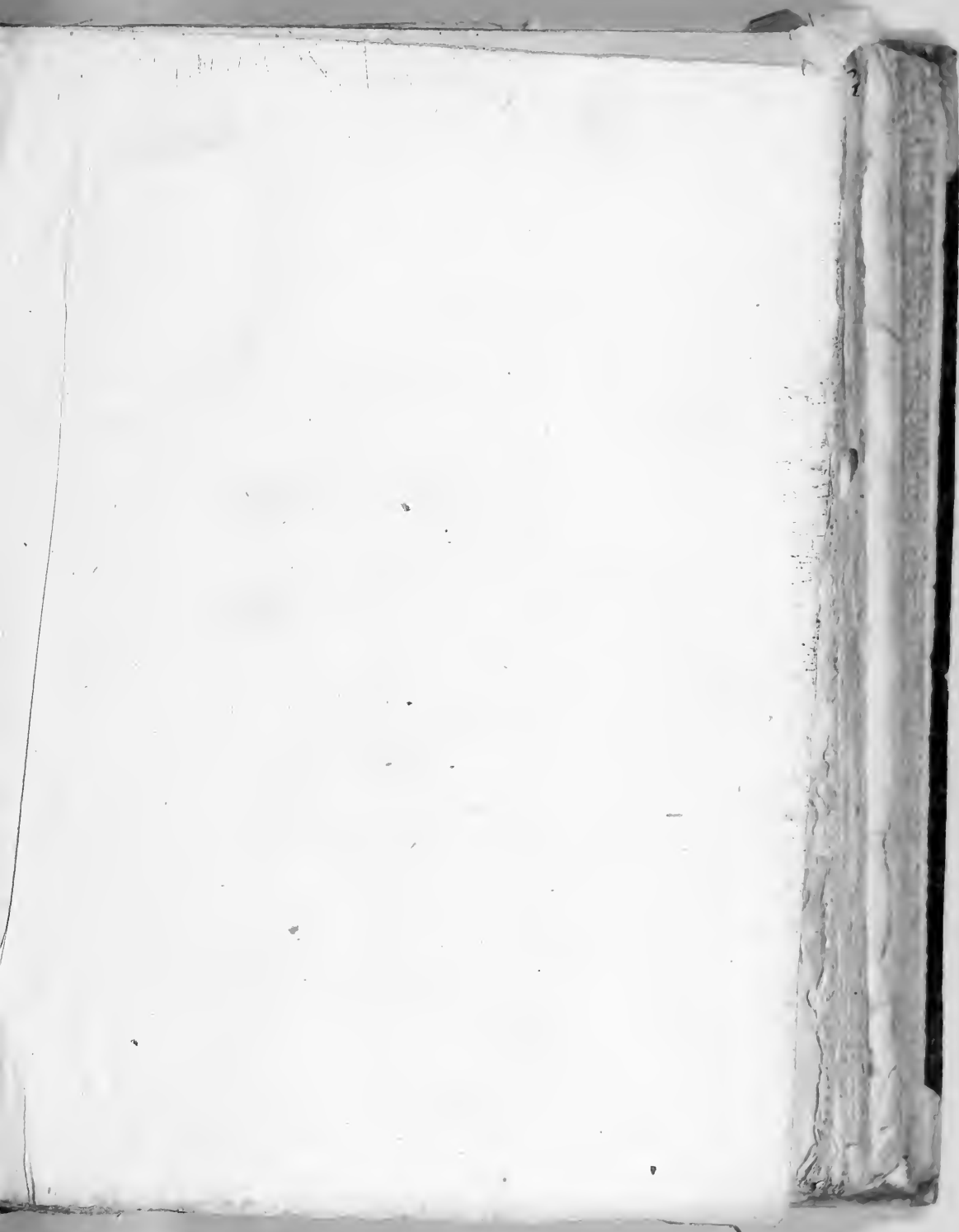


II. CHADENAT
I - rail At 1011 - 1012
1011 es Grande-Gravure
D. R. 16

A. 3c.



John Carter Brown
Library
Brown University







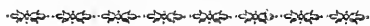
M É M O I R E

*POUR M. DUPRÉ, Avocat en
Parlement, demeurant au Port - au - Prince,
intimé ;*

*CONTRE le Sieur DE LA
POUPARDIERE, Appelant ;*

De la cause,

*Les Sieurs DAUBAGNA, TRI-
GANT & Compagnie, Négocians au
Port - au - Prince, intimés & anticipans.*



ON a vu dernièrement le Sieur de la Poupardière distribuer de porte en porte un Mémoire contre les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie & contre moi : ce libelle (car il ne mérite pas d'autre nom) est le fruit

A

des veilles de deux grands génies qui ont réuni leurs talens pour contribuer à la formation de ce chef-d'œuvre de platitude & de calomnie. Un troisième personnage y est entré aussi pour quelque chose ; c'est lui qui a salarié les auteurs. Ennemi caché de la maison Daubagna, Trigant & Compagnie, il se fert du nom du Sieur de la Poupardière pour la diffamer ; & comme j'ai eu avec lui quelques discussions d'intérêt , j'ai part aussi à sa haine & à ses injures.

Mon unique réponse sera le récit fidelle de ce qui s'est passé entre le Sieur de la Poupardière & moi. J'ajouterai seulement quelques réflexions sur l'in-vraisemblance & le défaut de preuves des imputations qui me sont faites sous son nom.

LE SIEUR Cavalier aîné avoit une créance solidaire de 16,155 liv. 12 f. 9 d. de principal contre le Sieur Duverger du Cap-Dame-Marie , & le feu Sieur François Martin , qui ne se trouvoit ainsi obligé que comme caution du Sieur Duverger. Il céda au Sieur Cavalier jeune , son frère , cette créance sur laquelle il avoit reçu de la succession Martin 1714 liv. 2 f. 6 d. en trois répartitions.

Le Sieur Cavalier jeune la transporta le 22 Septembre 1786 au Sieur de la Poupardière , qui sachant que j'étois chargé des affaires de la succession Martin vint me trouver & me demanda les moyens de faire rentrer cet actif. Je lui observai que la succession Martin étant en direction , il ne devoit pas s'attendre à en être payé sur le champ : qu'il étoit plus sûr & en même-temps plus juste de s'adresser au Sieur Duverger débiteur principal ; que c'étoit un habitant fort riche ; que la succession Martin le poursuivoit déjà pour une autre créance : enfin je lui conseillai d'en faire autant pour la sienne.

Le Sieur de la Poupardière , qui n'avoit point de connoissances à Jérémie , me pria de me charger de son dossier , & de l'adresser à la personne qui étoit nantie de celui de la succession Martin : il m'offrit six cent soixante livres de gratification , dans le cas où je parviendrois à le faire payer par le Sieur Duverger. La créance en capital & intérêts montoit à près de 20,000 livres ; c'étoit donc à-peu-près 3 pour 100 de commission qu'il me donnoit.

J'acceptai ; mais présumant qu'il faudroit avoir recours aux Huissiers , qui ne mettent aucun jugement à exécution sans un abandon de six & quelquefois

dix pour cent sur les sommes qu'on les charge de faire rentrer , je voulus être autorisé par le Sieur de la Poupardière lui-même à donner une commission à la personne qui feroit chargée du recouvrement.

Les choses ainsi convenues , il me remit ses pièces : & je lui en donnai mon récépissé conçu en ces termes. » Je déclare que M. Poupardière m'a remis » un dossier portant condamnation tant contre le Sieur Duverger que contre » la succession du feu Sieur François Martin , de la somme de seize mille cent » soixante-cinq livres douze sols neuf deniers , sur laquelle il a été reçu trois » répartitions par le Sieur Cavalier , qui avoit obtenu la condamnation , montantes à la somme de dix-sept cent quatorze livres ; lequel dossier a été transporté ce jour à mondit Sieur Poupardière , qui me l'a remis afin de l'adresser à » quelqu'un à Jérémie pour faire les poursuites nécessaires contre le Sieur » Duverger ; & lorsque les fonds provenans de ladite condamnation me » seront parvenus , je promets les tenir aux ordres de mondit Sieur Poupardière , sous la déduction de la somme de six cent soixante livres qu'il a convenu de me payer pour les soins que je pourrai prendre pour lui procurer ladite rentrée ; sous la déduction en outre de la commission qu'il m'a autorisé de promettre à la personne que je chargerai de faire les recouvrements , » & de me retenir pour la succession Martin le montant des répartitions qu'il pourra avoir touchées , avec les intérêts depuis l'époque que les paiemens lui auront été faits. Port-au-Prince, le 22 Septembre 1786, signé, DUPRÉ. (1) »

Par cette reconnaissance je me trouvois bien autorisé à donner une commission à celui que je chargerois du recouvrement ; mais de combien devoit être cette commission ? Cela pouvoit donner lieu par la suite à quelque difficulté ; pour y obvier , je demandai le lendemain au Sieur de la Poupardière une autorisation particulière pour cet objet. Il me la donna , & fixa la commission à six pour cent.

(1) Par le récépissé je répondois au Sieur de la Poupardière de la fidélité de la personne que je chargerois de son dossier : je lui répondois du montant de sa créance en cas de recouvrement ; on ne doit donc pas être étonné que j'aie accepté l'offre des 660 livres de gratification. Toutes les personnes chargées de faire des recouvrements reçoivent des commissions beaucoup plus considérables : & il faut avoir les yeux du Sieur de la Poupardière pour voir en cela une convention usuraire.

La succession Martin devoit payer quelques jours après la quatrième & la cinquième répartition : le Sieur de la Poupardière me pria de lui avancer ce qu'il devoit toucher de ces deux répartitions ; je le fis, & comme sa reconnaissance du 22 ne faisoit mention que des trois premières répartitions, par le même acte où il fixoit la commission à six pour cent, il m'autorisa, en cas de rentrée, de retenir le montant des cinq répartitions. Voici les termes de cette autorisation.

» J'autorise M. Dupré de donner jusqu'à six pour cent de commission à
 » l'Huissier ou toute autre personne qu'il chargera du dossier qui ma été transféré par le Sieur Cavalier sur le Sieur Duverger & la succession Martin ;
 « n'entendant cependant donner de commission que sur les sommes qui me
 » rentreront. J'autorise en outre M. Dupré, dans le cas où la totalité de la
 » créance seroit payée par le Sieur Duverger, de se retenir pour la succession
 » Martin la quote-part des cinq répartitions qui ont été payées, en y ajoutant les intérêts depuis l'époque des paiemens. Port-au-Prince, le 23 Septembre 1786. *Signé, POUPARDIÈRE.* »

Dès le lendemain j'adressai à M^e Laloubère, Curateur aux successions vacantes à Jérémie, avec lequel j'étois en correspondance, le dossier du Sieur de la Poupardière, ainsi que l'autorisation concernant la commission des Huissiers.

Les dates sont essentielles à observer ici, parcequ'il a plu aux auteurs du Mémoire du Sieur de la Poupardière d'imaginer que je n'avois fait aucune démarche pour lui procurer la rentrée de sa créance ; observation où il y a encore plus d'absurdité que de méchanceté ; car ils m'accusent d'avoir sacrifié en cela le Sieur de la Poupardière à mon intérêt & à celui de la succession Martin.

Or la succession Martin avoit intérêt à ce que l'on poursuivît le Sieur Duverger, puisque, s'il ne payoit pas, le Sieur la Poupardière avoit son recours contre elle.

J'avois aussi intérêt à faire poursuivre le Sieur Duverger, puisque je ne devois avoir six cent soixante livres de gratification que dans le cas où il paieroit.

C'est donc une méchanceté absurde que de m'imputer de n'avoir pas poursuivi le Sieur Duverger pour mon propre intérêt, & par ménagement pour la succession Martin.

Au surplus, une lettre de M^e Laloubère, qui est produite depuis le commencement des tracasseries du Sieur de la Poupardière, prouve que dès le 29 Septembre 1786 le dossier étoit parvenu à Jérémie, & que M^e Laloubère s'engageoit de faire tout ce qui dépendroit de lui pour en procurer la rentrée. Sa lettre est ainsi conçue.

Jérémie, le 29 Septembre 1786.

» J'ai reçu, mon cher Dupré, joint à votre lettre du 24 du courant, un
» dossier contre le Sieur Duverger, du Cap Dame-Marie, montant en principal, intérêts & frais à la somme de 21,795 liv. 2 s. 7 d. appartenant à M.
» la Poupardière; vous pouvez croire que je porterai tous mes soins à vous
» procurer la rentrée de cette somme, ainsi que de celle appartenante à la
» mineure Martin; j'ai déjà écrit à M. Duverger, & j'attends sa réponse, il
» est riche, & il n'y a rien à perdre, &c.

Le 29 Novembre suivant, le Sieur de la Poupardière, débiteur des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, leur remit le récépissé que je lui avois donné le 22 Septembre précédent, & leur fit à la suite le transport de tous ses droits, jusqu'à concurrence de leur créance; promettant qu'à défaut de rentrée sous six mois, il les paieroit lui-même.

Ce transport lui a fourni l'occasion de faire un mensonge bien impudent & que je dois relever ici: il s'obstine, je ne fais pourquoi, à soutenir qu'il m'a fait un billet de dix portugaises. Il prétend, aux pages 43 & 44 de son Mémoire, que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, *d'intelligence avec moi*, ont exigé de lui une autorisation pour me payer de ce prétendu billet de dix portugaises & de la commission de six pour cent. » Cela est prouvé, dit-il, par » la précaution avec laquelle ils se sont obstinés à garder & cacher mon transport, *sur le dos duquel est la mention expresse de mes deux billets.* »

Il défie les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie de représenter son transport; & parlant de moi, il s'écrie, » *que deviendront, à la vue de cette pièce fatale, les dénégations formelles qu'il a faites de l'existence du billet de dix portugaises en sa faveur.* »

Qui pourroit jamais s'imaginer que cette *mention expresse* du billet de dix portugaises, & cette prétendue autorisation de me payer, mises, selon le Sieur de la Poupardière, *au dos du transport*, n'ont jamais existé? Les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie m'ont signifié ce transport; j'ai examiné

l'original qu'ils font prêts à produire ; & il n'y est fait mention en aucune manière , ni directement ni indirectement , ni *au dos* ni sur aucune autre partie du papier sur laquelle il est écrit , du prétendu billet de dix portugaises , ni de cette autorisation qu'il suppose avoir été exigée par les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie pour me payer.

Vit-on jamais impudence égale à celle du Sieur de la Poupardière ?

Voici les termes de son transport.

» Je prie M. Dupré de tenir aux ordres de MM. Daubagna, Trigant & Compagnie le net produit une fois rentré du dossier & condamnation mentionnés
 » ci-dessus , *leur transportant à cet effet tous mes droits*, & ce pour se payer sur
 » ladite rentrée d'une somme de douze mille sept cent quatre-vingt-trois
 » livres quatre sols six deniers que je leur dois, pour vente & livraison qu'ils
 » m'ont faites d'un parti de bois, & de me compter la solde de ce que M. Dupré
 » leur aura compté, leur promettant qu'à défaut de rentrée d'ici à six mois
 » de ce jour, de leur payer ladite somme de douze mille sept cent quatre-vingt-trois
 » livres quatre sols six deniers en espèce de cours, en, par eux, me rapportant
 » tant le présent transport, & ce à peine de tous dépens, dommages & intérêts.
 » Au Port-au-Prince, le 29 Novembre 1786. *Signé, POUPARDIÈRE.*

Ce transport ne contient pas une syllable de plus : il n'est fait mention de rien au dos. Et le Sieur de la Poupardière à l'escroquerie de défier les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie de représenter ce transport ! C'est là, s'écrie-t-il, *le seul moyen de déterminer les opinions sur notre compte respectif.*

Qu'on le juge donc, l'impudent ! Qu'on le juge, & que l'on détermine, d'après un mensonge aussi plat & aussi clairement démontré, l'opinion qu'on doit avoir de lui & de ses fauteurs.

Mais poursuivons le récit des faits.

Le 8 Juin 1787 les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie me firent signifier ce transport, avec sommation d'avoir à leur payer pour le Sieur de la Poupardière la somme de 12783 liv. 4 s. 6 d.

Je n'avois rien reçu pour le Sieur de la Poupardière : il m'étoit donc impossible de rien payer pour lui.

Le 17 Juin 1787 les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie font assigner le Sieur de la Poupardière pour le forcer de reprendre mon récépissé, & se voir condamner à leur payer ce qu'il leur devoit.

Le 10 Décembre suivant, le Sieur de la Poupardière me fait sommer d'avoir à lui remettre *dans le jour* tous les titres relatifs à sa créance sur le Sieur Duverger, & de plus un billet de dix portugaises qu'il disoit m'avoir fait pour gratification en cas de recouvrement de ladite créance; enfin l'autorisation de prélever six pour cent de commission sur ledit recouvrement.

Quant au dossier contre le Sieur Duverger, comment m'eût-il été possible de le remettre sous vingt-quatre heures? Il étoit à Jérémie. D'ailleurs, quand j'aurois eu ce dossier, je n'aurois pu le remettre que du consentement des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, & en recevant le récépissé que j'en avois fourni. L'autorisation relative à la commission de six pour cent étoit également à Jérémie.

Pour le billet *de dix portugaises*, je crus d'abord que c'étoit par erreur que le Sieur de la Poupardière qualifioit ainsi la mention d'une gratification de six cent soixante livres faite dans mon récépissé du 22 Septembre 1786. Cela équivaloit bien à un billet; mais enfin il n'y avoit pas eu de billet fait particulièrement pour cet objet; il me demandoit donc un billet qui n'avoit jamais existé.

J'écrivis sur le champ à M^e Laloubère pour lui redemander le dossier du Sieur de la Poupardière; il me répondit le 22 Décembre que M^e Martin, Procureur, à qui il avoit remis les pièces, se trouvoit absent, qu'il me les renverroit par le courrier suivant. Je copie sa lettre.

Jérémie, le 22 Décembre 1787.

» Je suis bien fâché, mon cher Dupré, que vous essuyiez quelque désagrément de la part de la Poupardière. Je suis étonné aussi qu'il s'avise de vous inquiéter, sachant très-bien que je suis nanti de ses pièces; M^e Martin, Procureur, est chargé de l'affaire, il se trouve absent; je ne puis donc vous satisfaire; ce sera pour l'ordinaire prochain. »

Le Sieur de la Poupardière m'avoit fait assigner dès le 15 du même mois aux fins de sa sommation du 10.

Il me fit signifier ensuite une Sentence que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie avoient obtenue contre lui: cette Sentence le condamnoit à reprendre mon récépissé, qu'il leur avoit transporté, & à leur payer ce qu'il leur devoit.

On me renvoya son dossier de Jérémie ; je lui offris par acte extrajudiciaire de lui en faire la remise, à la charge par lui de me rapporter, 1° le récépissé que je lui en avois donné, 2° le désistement des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, & 3° de me rembourser les frais que sa demande m'avoit causés.

Je lui offris aussi par un acte subséquent de lui remettre l'autorisation relative à la commission de six pour cent à l'Huissier.

Il me répondit que mon récépissé étoit entre les mains des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, qu'il me le remettrait aussi-tôt qu'il l'auroit : quant à l'autorisation, il refusa de la recevoir, à moins que je n'y joignisse le prétendu billet de dix portugaises qu'il s'obstinoit à réclamer.

Le 15 Avril 1788, je poursuivis l'audience ; le Sieur de la Poupardière fit défaut : j'obtins congé de sa demande.

Le 21 Mai la Sentence lui fut signifiée. Il n'y forma point opposition dans la huitaine.

Il est resté plus d'un an sans l'attaquer. Je croyois l'affaire terminée, & je devois le croire ; mais on a trouvé le moyen de la faire renâître.

Le 6 Avril 1789, j'annonçai dans les affiches mon départ pour France. Il plut au Sieur de la Poupardière d'y former opposition.

Je l'assignai en main levée devant la Sénéchaussée *en dernier ressort* : pour tout moyen d'opposition, il réclama de nouveau son dossier contre le Sieur Duverger.

Je ne l'avois plus : les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie se voyant joués par le Sieur de la Poupardière, avoient enfin usé de leurs droits ; ils surent qu'il avoit été emprisonné à la réquisition de plusieurs créanciers ; ils le recommandèrent. Le 19 Janvier 1789, ils consentirent à son élargissement, & déclarèrent par écrit garder dans leurs mains le titre de créance sur le Sieur Duverger pour en poursuivre le recouvrement.

Ils me firent part de cet arrangement, & me demandèrent le dossier pour qu'ils pussent faire faire les poursuites nécessaires contre le Sieur Duverger, je le leur remis, moyennant un récépissé.

Sur la réclamation du Sieur Poupardière j'excipai de ce récépissé des Sieurs Daubagna, Trigant, & Compagnie ; & par Sentence *en dernier ressort* du 25 Mai 1789, il me fut donné main-levée pure & simple de son opposition à mon départ pour France.

Tout

Tout autre que le Sieur de la Poupardière s'en fût tenu là, mais il avoit pour Conseils des hommes véritablement doués de l'esprit de chicane, qui trouvèrent dans mes exceptions de quoi me faire un nouveau procès.

Le 26 Mai 1789, c'est-à-dire, dès le lendemain de la Sentence qui me donnoit main-levée de son opposition, attendu que j'avois déclaré avoir remis son dossier aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie le 10 Avril précédent, & en avoir tiré un récépissé, il me fit sommer de faire le dépôt de ce récépissé au Greffe, ou chez M^e Loreilhe, Notaire, & de lui en donner une expédition.

Le 6 Juin suivant il me fit assigner aux fins de cette sommation.

Je me présentai deux jours après chez le Notaire indiqué, pour faire le dépôt du récépissé que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie m'avoient donné le 10 Avril. Mais les frais du dépôt ne devant pas tomber à ma charge, je déclarai au Notaire qu'aussitôt que le Sieur de la Poupardière auroit conigné les frais tant du dépôt que d'une expédition qui me seroit remise, il pourroit me faire avertir, & que je déposerois sur le champ le récépissé dans son étude; je me fis donner acte de cette déclaration, & je la fis signifier au Sieur de la Poupardière.

Le 15 Mai il avoit interjeté appel de la Sentence du 15 Avril 1788 qui m'avoit donné congé de sa demande primitive; & le 16, il m'avoit fait assigner pour voir prononcer la conversion de son appel en opposition:

Quoique cette conversion d'appel eût été demandée par une requête signifiée en même temps aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, comme leur cause étoit absolument étrangère à la mienne, les Juges, sans attendre que l'instance des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie fût en état, joignirent, du consentement des parties, la demande en conversion d'appel à la demande en dépôt du récépissé des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie.

Par Sentence du 7 Juillet 1789, ils prononcèrent sur le tout: le Sieur de la Poupardière fut débouté de son opposition à l'exécution de la Sentence du 15 Avril 1788, & le dépôt du récépissé fut ordonné à ses frais, suivant mes offres.

Le Sieur la Poupardière m'a fait signifier cette Sentence le quatre Septembre suivant, avec sommation de l'exécuter.

Je l'ai exécutée , j'ai fait le dépôt ordonné , après que le Sieur de la Poupardière en a eu configné les frais.

On verra par la suite qu'il interjette appel , en ce qui me concerne , de cette Sentence du 7 Juillet qu'il m'a fait signifier , & qu'il a exécutée lui-même.

Le 28 du même mois de Juillet , l'instance étant en état avec les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie , il intervint Sentence sur appointement , qui , en ce qui me concernoit , donna défaut contre moi , & pour le profit me renvoya de la demande du Sieur de la Poupardière , *attendu & vu la Sentence du sept du même mois.*

Les Juges ne pouvoient prononcer autrement à mon égard , puisque l'instance d'entre le Sieur Poupardière & moi avoit été vidée par la Sentence du sept.

Le Sieur de la Poupardière a interjeté appel tant de la Sentence du 28 que de celle du 7 Juillet 1789.

Les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie l'ont anticipé. Alors il m'a mis en cause , & il m'a fait signifier le 11 Janvier 1790 une requête de conclusions , en m'annonçant que ses moyens d'appel seroient développés dans un Mémoire qui alloit paroître incessamment sous son nom.

Je suis forcé de copier ici ses conclusions. Elles sont d'une singularité vraiment curieuse ; il semble qu'elles aient été rédigées par un homme absolument étranger au Barreau , & que leur auteur ignore & la nature & le contenu des Jugemens dont il fait interjeter appel au Sieur de la Poupardière.

En voici la teneur , quant à ce qui me concerne.

» A ce qu'il plaîse à la Cour..... recevoir le Sieur de la Poupardière ap-
 » pelant des Sentences contre lui rendues au Siège Royal du Port-au-Prince
 » les 7 & 28 Juillet dernier , au profit des Sieurs Daubagna , Trigant & Com-
 » pagnie & du Sieur Dupré. Le recevoir également , en tant que de besoin ,
 » incidemment appelant d'autre Sentence aussi contre lui rendue le 15 Avril
 » 1788 , au profit du Sieur Dupré : joignant lesdits appels & y faisant droit
 » par un seul & même Arrêt , sur l'appel principal , *mettre l'appellation & Sen-*
 » *tences dont est appel au néant ;* émendant..... en ce qui touche le Sieur
 » Dupré , accorder au Sieur de la Poupardière Arrêt de Commission à l'effet
 » de l'assigner en la Cour aux délais de l'Ordonnance , pour voir dire que , *vu*

» l'omission (1) de prononcer par le premier Juge sur la conversion d'appel en opposi-
 » tion de la Sentence du 15 Avril 1788, formée pardevant lui par le Sieur de la
 » Poupardière, donner acte à ce dernier DE CE DÉNI DE JUSTICE, & tous
 » autres énoncés & justifiés en ces présentes, & de toutes ses réserves en con-
 » séquence EN PRISE A PARTIE envers & contre tous qu'il appartiendra : &
 » statuant alors tant sur l'appel des Sentences des 7 (2) & 28 Juillet dernier,
 » que sur l'appel incident ci-dessus interjeté de ladite Sentence du 15 Avril
 » 1788, mettre l'appellation & ce dont est appel au néant ; émendant, con-
 » damner le Sieur Dupré à tenir compte au Suppliant de la créance à lui remise,
 » & des titres au soutien sur la succession Martin & le Sieur Duverger, pour en
 » faire le recouvrement, offrant de lui rembourser les frais qu'il justifiera
 » avoir faits, d'après les états certifiés & alloués, sauf en cas de contestation
 » de la part des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, & à défaut par eux
 » de précompter sur ladite créance, ou de remettre la reconnoissance fournie
 » au Suppliant par le Sieur Dupré, ordonner que votre Arrêt à intervenir en
 » tiendra lieu, & vaudra audit Sieur Dupré pleine & entière décharge de ladite
 » créance envers le Suppliant, pour en tenir compte comme il avisera auxdits
 » Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie à son lieu & place, en vertu du titre
 » qu'il leur a fourni, & de l'abandon qu'il lui en fait ci-dessus : & néanmoins
 » condamner ledit Sieur Dupré à remettre au Suppliant dans le même délai de
 » 24 heures de votre Arrêt à intervenir, 1^o le billet de 10 portugaises pour
 » gratification, 2^o celui de six pour cent de commission qu'il lui avoit consenti;
 » sauf à statuer par la Cour, si elle avise que bien soit, à ce qui doit lui rev-
 » nir pour ses peines & soins en cas de rentrée de ladite créance aux termes de

(1) Remarquez que les deux Sentences du 7 & du 28 Juillet prononcent l'une & l'autre sur cette conversion d'appel : la première en déboutant de l'opposition ; la seconde en me renvoyant de la demande, attendu que la Sentence du 7 y avoit déjà fait droit.

Et cependant on ose parler de déni de Justice, on se réserve la prise à partie contre les Juges !

(2) Le Sieur Poupardière interjette appel de la Sentence du 7 Juillet 1789, qu'il m'a fait signifier le 4 Septembre suivant, avec sommation de l'exécuter. Voilà de ces choses auxquelles on ne s'attend guère.

» la reconnoissance ; & sauf encore, en cas de contestation de la part des Sieurs
 » Daubagna, Trigant & Compagnie, & à défaut de précompter & de remettre
 » les titres, comme il est dit ci-dessus, à se prévaloir vers eux comme il
 » l'avifera pour l'obtenir s'il le trouve à propos, & faute par ledit Sieur
 » Dupré de remettre lesdits billets ci-dessus dans ledit délai, déclarer dès à pré-
 » sent, sans qu'il soit besoin d'autre jugement, lesdits billets ci-dessus & recon-
 » noissance nuls & de nul effet : faire défenses audit Sieur Dupré de s'en servir
 » en manière quelconque, sous les peines de droit. »

Quelle confusion d'idées ! Quel galimatias !

Mais ce n'est pas tout. On se rappelle que le Sieur de la Poupardière avoit fait opposition à mon départ pour France, & que j'en avois obtenu main-levée par Sentence en dernier ressort du 25 Mai 1789 (1).

Le très-diffus & très-obscur auteur de ces conclusions va chercher à relever l'appel de cette Sentence dont il ne peut y avoir d'appel, puisqu'elle a été rendue en dernier ressort : & par un coup de son art, il va prendre la Sentence du 15 Avril 1788, rendue un an avant la date de l'opposition & à la charge d'appel, pour celle du 25 Mai 1789, qui donne main-levée de cette opposition, & qui est rendue en dernier ressort : il rédige ainsi la seconde partie des conclusions.

» Statuant ensuite sur autre appel incident des Sentences des 7 & 28 Juillet
 » dernier (2), & de celle du 15 Avril 1788, qui, vu la remise de la
 » créance par le Sieur Dupré aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie,
 » déboute le Sieur Poupardière de l'opposition par lui formée à son passage
 » pour France : mettre l'appellation au néant ; émendant, vu que le Sieur
 » Dupré a fait cette remise sans le consentement du Suppliant ; qu'il n'a
 » voit ni titre, ni pouvoir, ni qualité pour se défaire de cette créance,
 » ni les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie pour la recevoir, at-

(1) Observez bien la date de cette Sentence, & qu'elle est en dernier ressort.

(2) Que cela est bien trouvé ! Un appel incident par la même partie de deux Sentences dont elle est appelante au principal ! Et, ce qu'il y a de mieux, c'est pour la troisième fois qu'il demande qu'on statue sur l'appel de ces Sentences. Ce que c'est que l'esprit !

» tendu que c'est un dépôt que le Sieur Dupré a violé par cet acte ; dé-
 » clarer ladite opposition à fondit passage bonne & valable, la juger
 » bonne à tenir ; dire en conséquence & juger que le Sieur Dupré sera
 » & demeurera, nonobstant cette remise induement faite, *personnellement*
 » *responsable de cette créance*, & le condamner même par corps à représenter,
 » soit les titres constitutifs de ladite créance, & à les remettre au Sup-
 » pliant, soit les sommes qui la composent tant en principal qu'intérêts
 » & frais, sauf, en cas d'acceptation d'icelle par les Sieurs Daubagna,
 » Trigant & Compagnie, aux fins des conclusions ci-dessus, à être statué,
 » pour la décharge du Sieur Dupré, ce qui sera vu appartenir ».

En lisant ces conclusions, qui ne sont cependant que le tiers de celles
 que le Sieur de la Poupardière a mises à la fin de sa requête, les gens peu
 accoutumés au style du barreau, bâilleront ; ceux qui sont du métier éclat-
 teront de rire.

Pour moi, j'en rirois tout comme un autre, si le Sieur de la Poupar-
 dière s'étoit borné à cette farce grotesque & ridicule.

Mais on fabrique sous son nom une imposture abominable : & il est
 assez bas, assez vil, pour servir de manteau au lâche auteur de cette ca-
 lomnie : ce n'est plus d'une demande ridicule, c'est de la diffamation la
 plus honteuse, c'est d'une imputation *d'usure* que je dois me défendre.

Je l'avouerai ; j'ai été long-temps à concevoir comment on avoit pu
 se décider à lui permettre de faire imprimer de pareilles horreurs. Quoi !
 Un libelle infâme par lequel on cherche non-seulement à noircir la répu-
 tation d'un Citoyen, mais encore à détruire de fond en comble le crédit
 d'une maison de commerce considérable ; ce fruit abominable de la haine
 la plus lâche & de la plus noire calomnie ; ce tissu de mensonges &
 d'impostures, que plusieurs Avocats ont repoussé avec horreur quand on
 le leur a présenté pour le revêtir de leur signature : cette production in-
 fernale a pu trouver grace aux yeux d'un censeur public ! Qu'est-ce donc
 que la censure, si elle autorise la publicité d'un libelle diffamatoire, sans
 que son auteur apporte la moindre preuve au soutien de ses allégations ?
 Mais je me tais..... Le mal est fait : l'amertume de mes plaintes n'y re-
 médieroit pas.

Heureusement pour moi, les auteurs du libelle ont voulu orner leur
 récit de plusieurs circonstances qui me fournissent de quoi les confondre.

La scène honteuse dont il leur a plu de me faire jouer le principal rôle, s'est passée selon eux, dans la maison du Sieur de la Poupardière.

Pour qu'elle ait pu avoir lieu, il faut préalablement que j'aie été au moins une fois dans sa maison.

Or, de ma vie je n'ai mis les pieds dans la maison du Sieur de la Poupardière. Si quelqu'un dit m'y avoir jamais vu, je consens d'être traité comme le Sieur de la Poupardière mérite de l'être, c'est-à-dire, comme le plus vil & le plus méprisable de tous les hommes.

Il est donc évidemment faux que j'aie fait au Sieur de la Poupardière, la proposition de lui acheter sa créance *à cinquante pour cent de perte* : ses imputations d'usure, son courroux prétendu, & ma sortie précipitée de sa maison sont donc des fables. Cette scène où il se peint si terrible, écumant de colère & m'effrayant par un feu de ses regards ; l'oubli de mon chapeau chez lui, où je n'ai jamais entré, & tout ce récit auquel on a voulu donner un air de vraisemblance en l'ornant de cette misérable anecdote, sont donc évidemment autant de mensonges & d'impostures.

Ce n'est pas tout ; pour renforcer le tableau, il a plu au Sieur de la Poupardière & à ses croupiers de fabriquer une autre fable encore plus mal-adroite, & plus aisée à détruire que la première.

On n'en voit ni le but ni l'utilité pour lui ; cependant il la soutient avec une opiniâtreté & une effronterie incroyables.

Je veux parler de cette prétendue mention qu'il dit avoir été faite d'un billet de dix portugaises qu'il réclame, & d'une autorisation exigée de lui par les Sieurs Daubagua, Trigant & Compagnie pour me payer ce billet, & la commission de six pour cent sur les recouvrements.

J'ai déjà dit que cette assertion est une fable. Et en effet, le transport ne contient ni directement ni indirectement cette mention qu'il dit être *expresse*.

Voilà cependant ce qui sert de fondement à ses imputations d'usure. C'est sur deux impostures, démontrées telles, que les auteurs du libelle ont bâti tout leur édifice.

Impudens calomniateurs ! Vous vous êtes pris à votre propre piège. Et toi, vil instrument de la haine d'un ennemi assez lâche pour se cacher sous ton nom, tu apprendras à tes propres dépens, qu'on n'attaque pas

impunément la réputation d'un Citoyen par des noirceurs inventées à plaisir : les Tribunaux ne peuvent me refuser réparation & vengeance d'une injure aussi publique & aussi atroce.

Je passe à l'examen des conclusions que le Sieur de la Poupardière prend contre moi. Que me demande-t-il ?

1°. Que je lui remette son dossier contre la succession Martin & le Sieur Duverger, ou que je lui paie le montant de cette créance, sauf mon recours contre les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie.

2°. Que je lui rende l'autorisation qu'il m'a donnée d'accorder six pour cent de commission à la personne qui seroit chargée du recouvrement.

3°. Que je lui remette un billet de dix Portugaises qu'il prétend m'avoir fait pour gratification, en cas de rentrée de sa créance.

4°. Que la Cour le reçoive appelant de la Sentence qui m'a donné mainlevée de l'opposition par lui formée à mon départ ; & que cette opposition soit jugée valable & bonne à tenir.

Voilà, autant que je le puis croire, à quoi tend le fatras obscur de ses conclusions contre moi.

Quant au premier chef, par lequel il veut me rendre responsable du montant de sa créance, en 1787, dès la première demande qu'il m'a faite de son dossier, je lui ai répondu que j'étois prêt à le lui remettre, pourvu qu'il me rapportât un consentement des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, à qui il a transporté ses droits sur la majeure partie de cette créance ; pouvois-je lui répondre autre chose, puisque le transport m'avoit été signifié ?

En 1789, il a accédé aux conditions sous lesquelles les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie ont consenti à le laisser sortir de prison. Ces conditions mentionnées dans le consentement par écrit des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, au bas duquel le Sieur de la Poupardière a mis son récépissé, étoient que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie garderoient *DANS LEURS MAINS le titre dont est question pour en faire poursuivre le recouvrement & en rendre compte après s'être payés.*

Pour que les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie pussent pour-

suivre le recouvrement de ce dossier, il falloit bien que je le leur remette.

Aussi, lorsqu'en demandant le 25 Mai 1789 la main-levée de l'opposition formée par le Sieur de la Poupardière à mon départ, j'excipai de la remise de ce dossier entre les mains des Sieurs Daubagna, Trigant & compagnie, le Sieur de la Poupardière se borna-t-il alors, malgré toute l'envie qu'il avoit de me susciter un nouveau procès, à me demander le dépôt du récépissé que j'avois eu soin de me faire donner par les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, en leur remettant le dossier.

Il forma une demande en Justice contre moi, sur ma déclaration d'avoir remis son dossier aux Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, moyennant récépissé; & c'est sur cette demande qu'est intervenue la Sentence du 7 Juillet 1789 dont il a interjeté appel après l'avoir exécutée, & après me l'avoir fait signifier pour me forcer à l'exécuter. Il veut faire réformer cette Sentence en ce qu'elle ne m'a pas condamné à lui tenir compte du montant de son dossier, attendu LA VIOLATION DU DÉPÔT qu'il m'avoit confié.

Pourroit-on s'imaginer, si sa requête n'existoit pour le confondre, qu'il a lui-même expressément conclu à ce qu'ordonne cette Sentence?

Voici les conclusions de sa demande.

» Qu'il vous plaise, lui permettre de faire appeler..... le Sieur
 » Dupré..... pour voir dire qu'il sera tenu de déposer, soit en votre
 » greffe, soit en l'étude de M^e. Loreilhe, Notaire, la décharge qui lui a
 » été donnée par les Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, des titres
 » de créances..... sur le Sieur Duverger & la Succession Martin, que
 » le Suppliant lui avoit confiés pour en faire le recouvrement; cette dé-
 » charge lui étant nécessaire, pour être fondé à les réclamer desdits Sieurs
 » Daubagna, Trigant & Compagnie, si mieux n'aime le Sieur Dupré re-
 » mettre au Suppliant ladite décharge en original; aux offres que fait le
 » Suppliant de lui en donner bonne & valable décharge, ce qu'il sera tenu
 » d'opter..... si non & faute par lui de ce faire, voir dire & or-
 » donner qu'il sera & demeurera garant & responsable envers le Suppliant
 » du montant desdites créances ».

J'ai déposé cette décharge, ainsi que la Sentence l'a ordonné de mon consentement.

consentement. Le Sieur de la Poupardière produit lui-même une expédition de l'acte de dépôt. Il avoit demandé ce dépôt, *pour être fondé à réclamer tous les titres de sa créance des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie* : & aujourd'hui c'est de moi qu'il les réclame ! La Sentence du 7 Juillet me condamne, de mon consentement, à faire tout ce qu'il demande ; & néanmoins, à l'entendre, cette Sentence est le fruit de la partialité ; c'est *un déni de Justice* : il faut lui réserver le droit de prise à partie contre les Juges qui l'ont prononcée !

De pareilles conclusions ne sont-elles pas le comble de l'insolence & de la mauvaise foi ? Mais rien n'est sacré pour le Sieur de la Poupardière ni pour ses prétendus amis. Quiconque ne se laisse pas séduire par leur masque hypocrite, est un monstre à leurs yeux.

Il a limité lui-même ses droits envers moi par un contrat formé à la face de la Justice ; il m'a demandé de déposer le récépissé des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, pour être fondé à réclamer d'eux son dossier : je l'ai fait : ce n'est donc plus de moi, mais des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie, qu'il doit le réclamer.

Il est donc évidemment non-recevable dans les conclusions qu'il prend à cet égard contre moi.

Il me demande en second lieu la remise de l'autorisation relative à la commission de fix pour cent en faveur de l'Huissier chargé du recouvrement de sa créance.

Je lui ai offert dans le temps de lui en faire la remise ; cette offre est consignée dans un acte judiciaire du 24 Mars 1788. Je suis encore prêt à la lui remettre quand il voudra la recevoir.

Mais il l'a refusée plusieurs fois, sous prétexte que je dois lui remettre aussi un billet de dix portugaises qu'il prétend m'avoir souscrit pour gratification en cas de rentrée.

J'ai déjà observé qu'il a été réellement convenu entre le Sieur de la Poupardière & moi, qu'il me donneroit fix cent soixante livres de gratification, dans le cas où je ferois rentrer le montant de sa créance : mais j'ai dit & je le répète, qu'il n'y a jamais eu de billet souscrit par lui pour cet objet, & que je me suis contenté de faire mention de cette pro-

meffé dans la reconnoiffance que je lui donnai de fon dossier le 22 Septembre 1786.

Cette obftination à réclamer un billet qui n'a jamais exifté, eft un menfonge d'autant plus inconcevable qu'il n'a pas même de but réel : car dès que je déclare n'avoir pas reçu de billet du Sieur de la Poupardière, quel intérêt peut-il avoir à le réclamer, quand même il exifteroit ? D'un autre côté, quel intérêt aurois-je, moi, à en nier l'exiftence ? il s'eft obligé de me donner dix portugaises en cas de rentrée de fa créance, j'en conviens : dès-que j'avoue que cette convention a eu lieu, quelle raifon pourrois-je avoir de nier l'exiftence d'un billet de cette fomme, fi jamais il y en avoit eu un ? J'ai beau chercher en quoi le Sieur de la Poupardière peut être intéreffé à réclamer ce billet, quand même il auroit exifté ; je ne le trouve pas : & j'en conclus que cette réclamation n'eft qu'un menfonge gratuit fait fans but & fans intérêt.

Refte le quatrième chef de fes conclusions, par lequel se rendant incidemment. appelant des Sentences des 7 & 28 Juillet 1789 dont il eft déjà appelant au principal, & prenant la Sentence rendue à la charge d'appel le 15 Avril 1788, pour la Sentence en dernier reffort du 25 Mai 1789 ; il demande que l'opposition à mon départ pour la France foit déclarée valable & bonne à tenir.

Je lui demande d'abord où il a pris que la Sentence du 15 Avril 1788 m'avoit donné main-levée d'une opposition qu'il n'a formée que le 7 Mai 1789.

C'est une erreur, dira-t-il, j'ai entendu me rendre appelant de la Sentence du 25 Mai 1789 qui vous donne réellement main-levée de mon opposition. Soit. Mais alors je lui demande s'il ne faut pas être fou pour interjeter appel d'une Sentence rendue *en dernier reffort*, dans un cas expreffément prévu par l'édit du mois de Janvier 1787. Son appel eft donc évidemment non-recevable.

Au fond, fon opposition qui au mois de Mai 1789 n'étoit qu'une misérable chicane, manque aujourd'hui du prétexte dont il la couvroit alors. Il ne m'avoit pas encore fait assigner pour faire ordonner le dépôt du récépiffé des Sieurs Daubagna, Trigant & Compagnie : il avoit alors au moins le prétexte de réclamer de moi fon dossier. Mais aujourd'hui qu'il

m'a fait assigner pour me forcer à faire le dépôt du récépissé des Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie, afin d'être fondé à réclamer d'eux ce même dossier, quelle demande peut-il former encore contre moi ?

En tout cas , la Sentence qui m'a donné main-levée de son opposition est rendue *en dernier ressort* dans un cas prévu par l'édit. L'appel en est non-recevable (1).

Ainsi il n'est pas un seul chef de ses conclusions contre moi sur lequel il ne doive succomber. J'ose croire qu'il ne reste pas le moindre doute à cet égard.

Mais ce n'est pas assez de le faire déchoir de ses demandes. Je me dois à moi-même de former contre lui une demande incidente en réparation d'injures.

On ne peut porter plus loin la diffamation, je n'ai aucune espèce d'intérêt dans l'affaire du Sieur de la Poupardière avec les Sieurs Daubagna , Trigant & Compagnie. On ne m'a mis en cause que pour trouver l'occasion de me perdre dans l'esprit du Public. Il faudroit être aveugle pour ne pas s'en appercevoir. Je demande vengeance à la Justice du libelle publié sous le nom du Sieur de la Poupardière : je fais, à ne pas pouvoir en douter, de quelles mains est sortie cette production abominable : je fais qui a soudoyé les auteurs de cette plate rapsodie , & qui a fourni aux frais de l'impression. Mais le Sieur de la Poupardière a signé seul : le libelle ne paroît que sous son nom : je ne peux donc

(1) *Le Sieur de la Poupardière ne se contente pas d'interjeter appel d'une Sentence en dernier ressort qui l'a débouté de son opposition.*

J'ai publié de nouveau mon départ pour France. Il y a formé une nouvelle opposition : il vient d'en être débouté par autre Sentence en dernier ressort du 8 du présent mois de Février. Sans doute il en interjettera encore appel. Cela ne me surprendroit guère ; je m'attends à tout de sa part.

Mais ce qui m'a singulièrement surpris , c'est que le jour-même où a été rendue la Sentence qui m'a donné main-levée de cette nouvelle opposition , il en a été formé une autre par le Sieur Duchemin à qui je ne dois rien , à qui je n'ai jamais rien dû , mais contre lequel , à la vérité, j'ai été chargé quelquefois de former des demandes pour ce qu'il devoit. Quand j'aurai obtenu main-levée de celle-ci , il en paroîtra sans doute une autre.

m'adresser qu'à lui. Que ses croupiers, qu'il appelle ses amis, le tirent maintenant du précipice où ils l'ont jeté. Stupide instrument de leur haine & de leur méchanceté, il attribue à l'amitié les secours qu'il en a reçus : & il ne voit pas que ces lâches se servent de son nom comme d'un manteau qui doit les dérober à la vengeance des Loix. Quelle bassesse de l'une & de l'autre part !

Comme j'écris moi-même mon Mémoire, je ne puis y joindre les conclusions que je dois prendre sur ma demande incidente en réparation. Mais je peux dire du moins en quoi elles consisteront.

Mon but est de requérir la suppression du Mémoire publié sous le nom du Sieur de la Poupardière ; une réparation publique, en présence de six personnes choisies par moi. Vingt mille livres de dommages-intérêts applicables à la maison de la Providence, & l'affiche de l'Arrêt à intervenir.

L'atrocité des imputations que me fait le Sieur de la Poupardière m'autoriseroit sans doute à conclure à de plus fortes réparations. Cet impudent personnage ose m'accuser d'USURE. Où sont tes preuves, audacieux calomniateur ? En as-tu une seule à produire à l'appui d'une accusation aussi flétrissante ? non seulement ton récit n'est soutenu d'aucune espèce de preuves (ce qui suffiroit pour te faire déclarer coupable de calomnie) mais tu t'es convaincu toi-même de mensonge & d'imposture en plaçant dans ta maison la scène où tu prétends me faire jouer un rôle infâme. La mal-adresse de tes croupiers surpasse encore leur impudence ; ils ont oublié de s'informer si jamais on m'avoit vu venir chez toi.

Non, je le répète, jamais je n'ai mis les pieds dans la maison du Sieur de la Poupardière. La scène qu'il a la mal-adresse de m'y faire jouer est donc une imposture évidente. Que ses pareils apprennent, par sa punition, qu'on ne se joue pas impunément de l'honneur & de la réputation d'un citoyen.

Signé, DUPRÉ.

Au Port-au-Prince, de l'Imprimerie de M. Moïse. 1790.

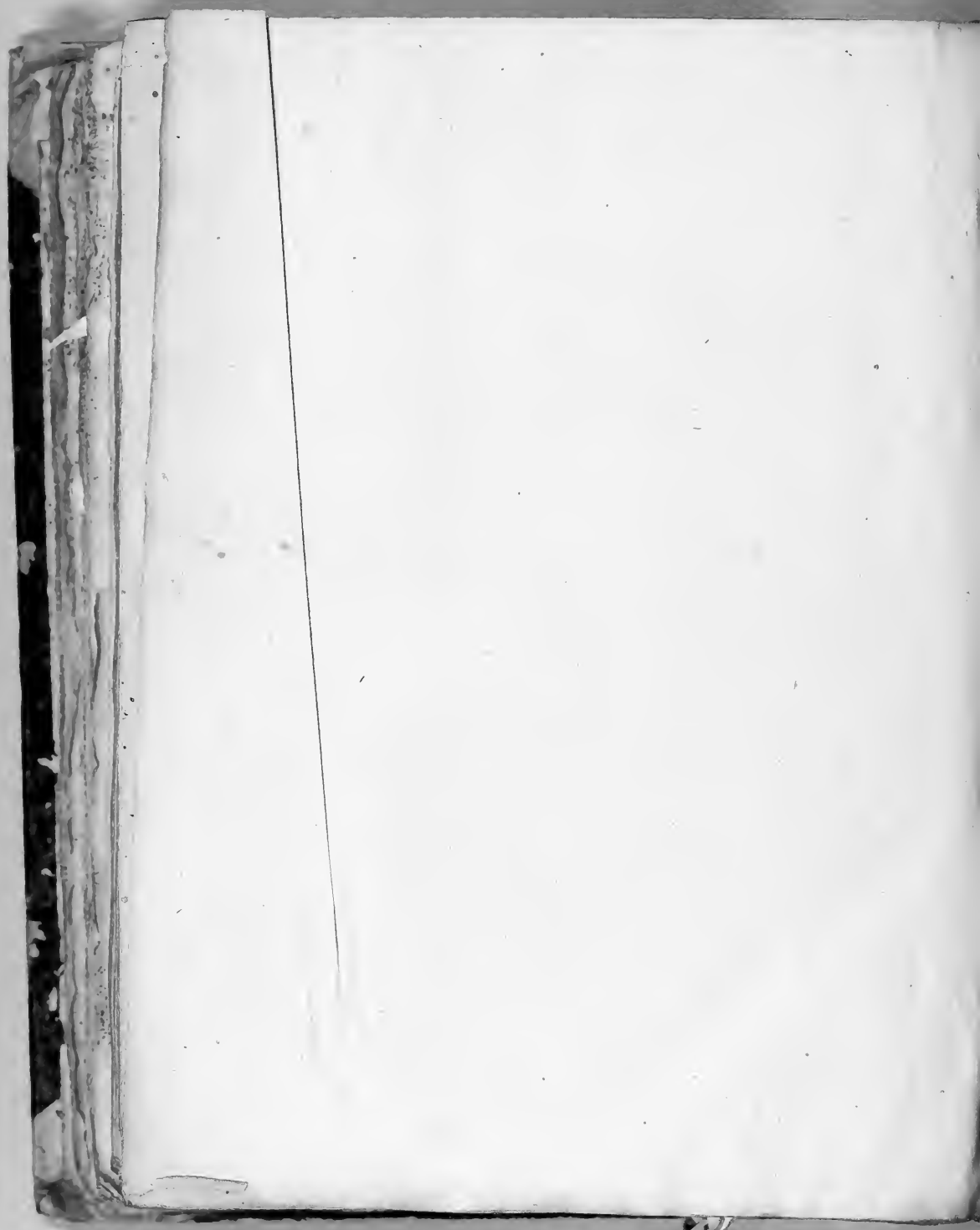
Seigneur 1740.

M É M O I R E

OUR le Sieur GUESDON DE LA POUPARDIÈRE ,
Négociant ;

ONTRE les Sieurs *DAUBAGNA*, *TRIGANT*
& Compagnie , aussi Négocians ;

T contre le Sieur *DUPRÉ*, tous demeurans au Port-
au-Prince.



E 114
T 6 2 m
P 1100
v 1

